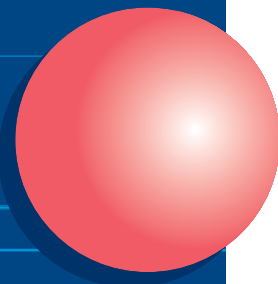


# L'INDICATEUR 41



2<sup>E</sup> TRIMESTRE 2004 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE SEPTEMBRE 2004 N° 32

Alors que **le niveau d'activité continue de s'élever**, l'horizon économique n'apparaît pas complètement dégagé. **L'industrie est bien repartie**. Des carnets de commande en hausse, voire très bien garnis, des chiffres d'affaires supérieurs à ceux enregistrés il y a un an, un recours accru à l'intérim, très peu de chômage partiel, tous les indicateurs vont dans le même sens. Les entreprises manufacturières du Loir-et-Cher profitent d'une demande mondiale toujours ferme et recommencent à exporter. L'investissement se porte mieux, également.

De son côté, la **construction continue de faire preuve d'un dynamisme** à toute épreuve. Les mises en chantier de logements nouveaux surfent sur des niveaux records et le mouvement ne semble pas près de s'essouffler. Paradoxalement, le développement des entreprises apparaît parfois bridé par la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Une **certaine morosité s'installe en revanche dans les services**. Les espoirs nés au trimestre précédent ont été déçus. Les volumes d'affaires s'étiolent dans bon nombre de cas, mais les évolutions semblent surtout très disparates selon les branches d'activité.

Cette absence de ligne directrice demeure d'ailleurs perceptible dans le ressenti de la situation exprimé par les dirigeants interrogés début septembre. Un témoignage flagrant des questions restant posées sur la vigueur et la pérennité de la reprise : **les nouvelles embauches se font par des contrats de très**

**courte durée ou des missions d'intérim**. Leur volume, important, ne doit pas masquer l'érosion continue des offres d'emploi durable.

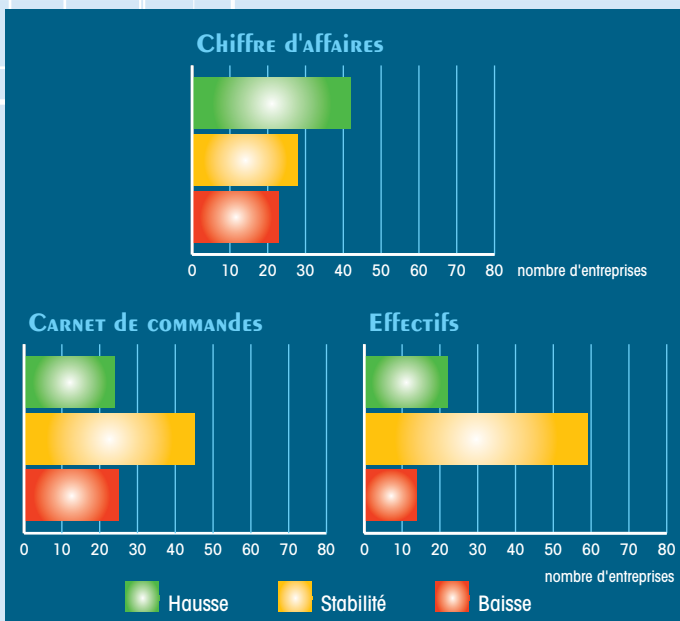
Le **boom des créations d'entreprise ne se dément pas**. Initié dès le début de l'année dernière, il a été conforté par l'allègement des contraintes juridiques et administratives, notamment en matière de capital social. Mais la médaille a, là encore, son revers. Contexte économique peu favorable ou fragilité inhérente à ces nouvelles entités, **le nombre des disparitions a fait un bond** de 50 %. Au final,

le tissu économique départemental se serait appauvri au cours des douze mois écoulés, malgré le dynamisme persistant de l'artisanat. Il convient cependant d'ajouter que la situation financière des entreprises s'améliore globalement.

Le renouveau industriel est désormais visible dans l'évolution du marché du travail. Le **rythme d'augmentation du chômage masculin a nettement ralenti**; il est même inférieur à celui des demandes féminines. **Les jeunes**, moins nombreux qu'au printemps 2003, **sont les principaux bénéficiaires** de cette embellie. Mais **au total, le chômage continue de croître**, les flux d'entrée à l'ANPE demeurant plus fournis que les flux de sortie. Dans ce contexte, la **stabilisation du nombre des bénéficiaires du RMI** constitue un événement plutôt rassurant. La réactivité à l'amélioration de la conjoncture pourrait s'avérer plus rapide qu'au cours de la phase de ralentissement.

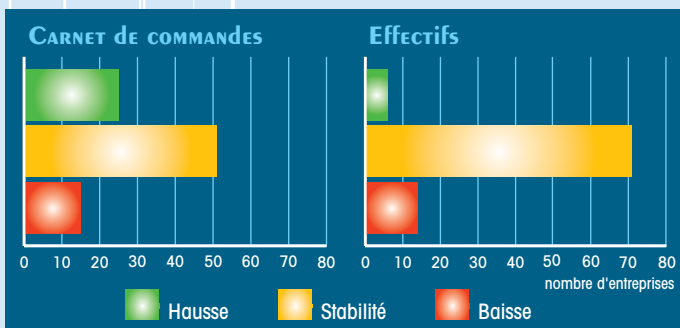
## UNE CROISSANCE NON GÉNÉRALISÉE

### ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

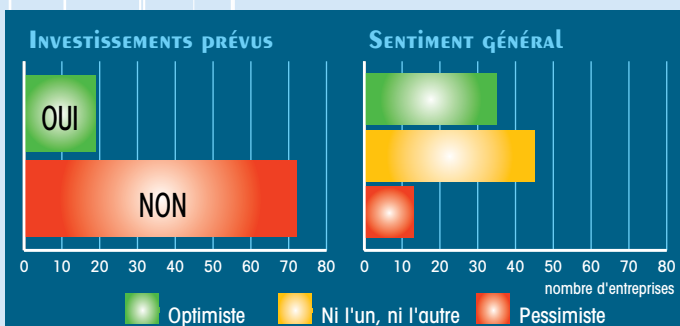


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

### PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 06 au 13 septembre 2004. Elle couvre 95 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

## L'AMÉLIORATION SE CONFIRME POUR L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION

Un nouveau palier semble avoir été franchi dans le retour à une croissance plus affirmée de l'activité. Les **chiffres d'affaires sont en effet supérieurs** à leur niveau de septembre 2003 dans près de la **moitié des entreprises** enquêtées. Parallèlement, les **cas de baisse se font moins nombreux** (un sur 4). Cette embellie profite surtout à l'industrie et à la construction, alors que dans les services, amélioration et détérioration font jeu égal.

On enregistre notamment un net accroissement de la proportion des dirigeants jugeant que leurs  **carnets de commandes se situent à un niveau élevé : plus de 2 sur 10** dans l'ensemble (plus encore dans l'industrie et la construction), contre moins d'un sur 10 lors de la précédente enquête. Ils sont simultanément moins nombreux à les considérer comme **insuffisants**, sauf dans les services (plus de 3 sur 10). Dans ce secteur, hétérogène par essence, les évolutions sont d'ailleurs beaucoup plus marquées que ce qui était escompté en juin, tant à la hausse qu'à la baisse ; plus d'un tiers des entreprises ont ainsi vu leurs carnets se dégonfler. Ailleurs, les prévisions ont été peu ou prou réalisées. Globalement, la répartition des situations n'est guère différente de celle du mois de juin. Les responsables **anticipent en grande majorité une stabilisation des volumes d'affaires**, qui ne devraient se réduire que dans moins de 2 établissements sur 10.

Quelques recrutements ont été opérés, les **effectifs ayant augmenté dans plus de 2 entreprises sur 10**. L'industrie a été la plus dynamique en ce domaine. Ils sont restés stables dans près des deux tiers des établissements. L'élément le plus encourageant réside dans la moindre proportion des cas où ils se sont contractés. Comme très souvent, les prévisions pour le trimestre à venir paraissent difficiles à établir. On remarque toutefois que **très peu de dirigeants envisagent des embauches supplémentaires**.

La **confiance semble revenir** un peu. Près de 4 responsables sur 10 se déclarent optimistes, alors que le nombre de pessimistes demeure stable. L'amélioration est particulièrement sensible dans les plus petites unités, l'enthousiasme s'avérant plus mesuré dans celles de plus grande taille. La **part des indécis est d'ailleurs toujours la plus importante**, bien qu'en recul. Les incertitudes ne sont pas totalement levées, comme en attestent les **intentions d'investir qui demeurent très modestes**.

## TRÈS FORTE HAUSSE DES RADIATIONS D'ENTREPRISES

Le fort mouvement de **création d'entreprises** ① observé depuis début 2003, stimulé de surcroît par les nouvelles dispositions réglementaires en ce domaine, ne ralentit pas. Les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie font état de **551 créations pures** ① sur les **douze derniers mois**, soit **6,2 % de plus** qu'entre juin 2002 et juin 2003. Les services aux entreprises demeurent en retrait, mais l'on enregistre également un recul assez net pour l'industrie.

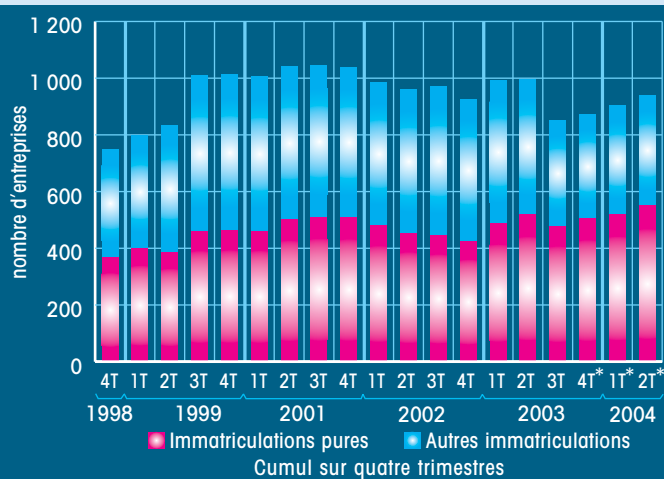
La pérennité de ces nouvelles entités ne semble toutefois pas établie, si l'on en juge par la **brutale augmentation du nombre de radiations** ②.

On en compte en effet **608** depuis juin 2003, soit **51,6 % de plus** qu'au cours de la période antérieure. À l'exception notable du bâtiment, tous les secteurs sont concernés par cette détérioration, mais plus particulièrement ceux des transports et des services collectifs.

Le **solde serait ainsi négatif de 57 unités**, contrastant nettement avec la tendance précédente. Trois activités sont très déficitaires : le commerce, les hôtels-café-restaurants et les services collectifs. En revanche, les créations sont beaucoup plus fournies que les disparitions dans le bâtiment et dans les services aux entreprises.

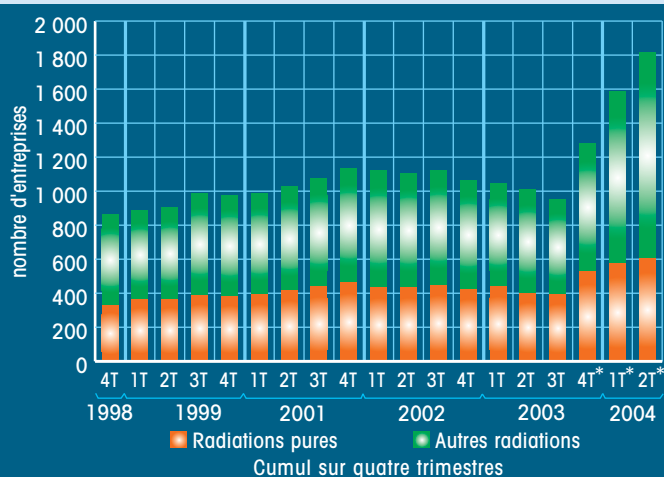
Dans l'**artisanat** ③, le nombre des **immatriculations** reste à un **niveau élevé** (116 au cours de ce deuxième trimestre), à peine inférieur à celui du printemps 2003 (- 2). En revanche, celui des **radiations** est en **augmentation** (+ 9). Le **solde** dégagé demeure néanmoins largement **positif** (+ 28). En données cumulée sur quatre trimestres, l'évolution reste favorable avec un solde positif de 24 unités. Le total annuel des immatriculations (420) s'inscrit parmi les plus élevés enregistrés depuis 1996 ; mais les radiations sont simultanément beaucoup plus étoffées (+ 39) et ce dans la presque totalité des activités, y compris le bâtiment.

## ① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



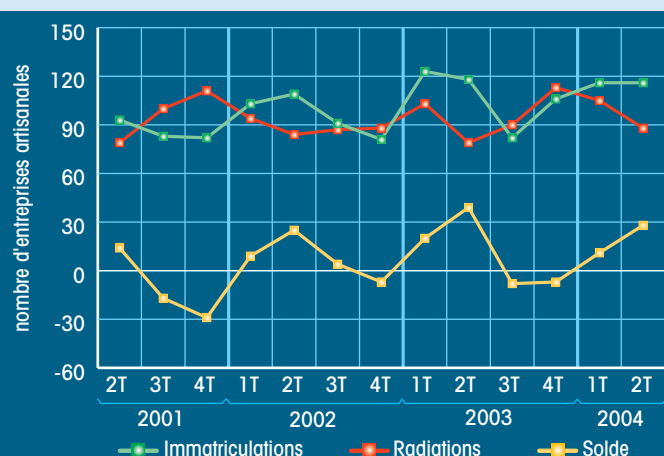
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



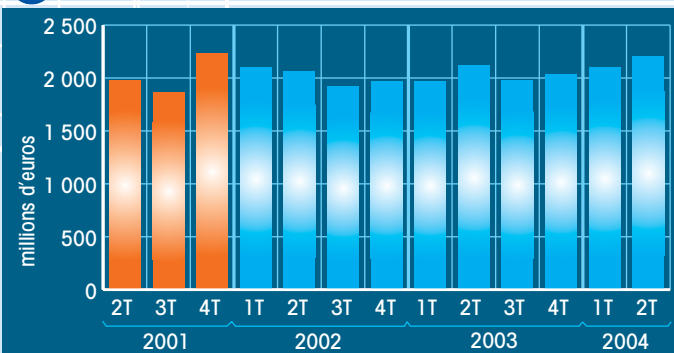
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



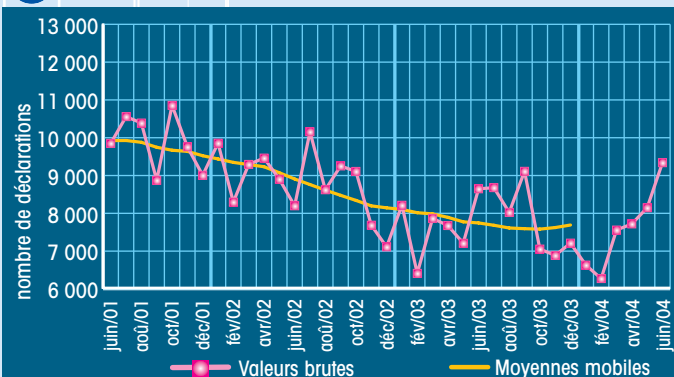
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## 1 Chiffres d'affaires des entreprises



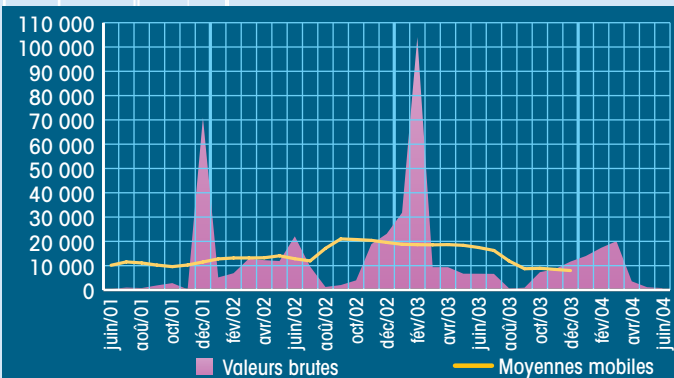
source Direction des services fiscaux : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## 2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



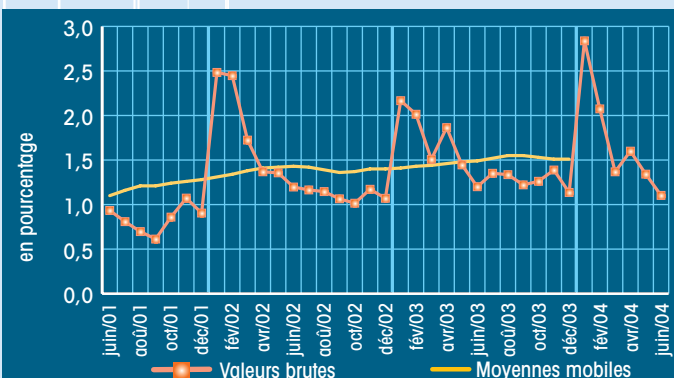
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTFFP

## 4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

## UNE CROISSANCE PLUS AFFIRMÉE

L'accélération de l'activité s'est confirmée au printemps. Le montant global des chiffres d'affaires des entreprises du Loir-et-Cher ① a atteint 2 210 M€, en augmentation de 4,2 % sur celui du 2<sup>e</sup> trimestre 2003. En données cumulées sur douze mois, le total s'établit à 8 355 M€, soit 4,4 % de plus que durant la période antérieure. Il convient toutefois de signaler que ces variations ne tiennent pas compte de l'évolution des prix.

Signal fort de cette reprise tant attendue, le recours au travail temporaire ② a fait un bond : 25 205 demandes préalables à l'embauche enregistrées à ce titre par l'URSSAF, volume supérieur de 23,2 % à celui enregistré au cours de l'hiver et de 7,1 % à celui du printemps 2003. En cumul annuel, le déficit se réduit en conséquence (- 5,4 %), mais l'on compare ici avec un volume déjà faible.

La raréfaction particulièrement sensible du recours au chômage partiel ③ témoigne également de ce nouvel essor. Entre avril et juin, 5 341 heures<sup>1</sup> indemnisables seulement ont été autorisées. Les écarts sont très significatifs, tant avec le trimestre précédent (- 89,4 %), qu'avec le printemps 2003 (- 76 %). Sur quatre trimestres, le recul est également très marqué, - 59,1 % pour un total de 92 743 heures.

Le retour de la croissance ne s'est pas encore traduit par une augmentation de la masse salariale, si l'on en juge par le montant des cotisations appelées ④ par l'URSSAF<sup>2</sup> qui s'élève à 214,9 M€. Il est en effet inférieur de 6 % à celui du 1<sup>er</sup> trimestre. En revanche, il est en très légère augmentation par rapport au printemps 2003 : + 0,9 %. La part des cotisations restant dues à l'échéance (1,10 %) continue de reculer, indiquant que la situation financière des entreprises ne cesse de se redresser. Fin juin 2003 et 2002, le taux était de 1,20 %.

## NOUVELLE HAUSSE DES EXPORTATIONS

Après la reprise des exportations ⑤ du département en début d'année, le mouvement s'est confirmé avec une progression substantielle de 9,3 % en trois mois, à 414 M€. Par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2003, le gain est de 34,3 %. Ces résultats sont une fois de plus différents de ceux de la région Centre qui enregistre un recul de 1 % entre avril et juin et une augmentation de 9,2 % sur le printemps 2003. Les industries agroalimentaires du Loir-et-Cher ont enfin enrayé la spirale négative dans laquelle elles étaient entraînées depuis plusieurs mois (bond de 31 % sur le trimestre) et les autres activités fortes demeu-

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

rent bien orientées dans l'ensemble. Une mention spéciale doit être accordée à la branche "fabrication de meubles et industries diverses" dont les exportations ont été presque multipliées par 10. En **cumul sur quatre trimestres**, l'évolution est en conséquence redevenue positive.

Les entreprises du département ont vendu à l'étranger pour **1,384 milliard d'euros** de marchandises, soit **1,6 % de plus** qu'au cours de la période précédente. Le recul de l'industrie automobile se fait toutefois encore sentir.

Les **importations** continuent d'évoluer en sens contraire. Leur volume a en effet **fléchi pour le deuxième trimestre consécutif à 279 M€**, soit **2,1 % de moins** qu'entre janvier et mars et **7 % de moins qu'au printemps 2003**. Ce recul concerne en particulier la fabrication de machines et équipements, celle de machines et appareils électriques et l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques. En **cumul sur douze mois**, le total (1,194 milliard d'euros) est **inférieur de 1,3 %** à celui de la période antérieure. Pour l'ensemble de la région, la baisse est un peu supérieure, -2,2 %.

Hausse des exportations et baisse des importations entraînent évidemment un **accroissement du solde** de la balance commerciale du département. Il s'établit à **135,2 M €**, soit +44 % en trois mois. Le **taux de couverture**<sup>3</sup> ressort à 148 %, meilleur résultat depuis plus de quatre ans, (133 % au 1<sup>er</sup> trimestre, 103 % en juin 2003) et celui du Centre à 110 %.

## REDRESSEMENT DES INVESTISSEMENTS

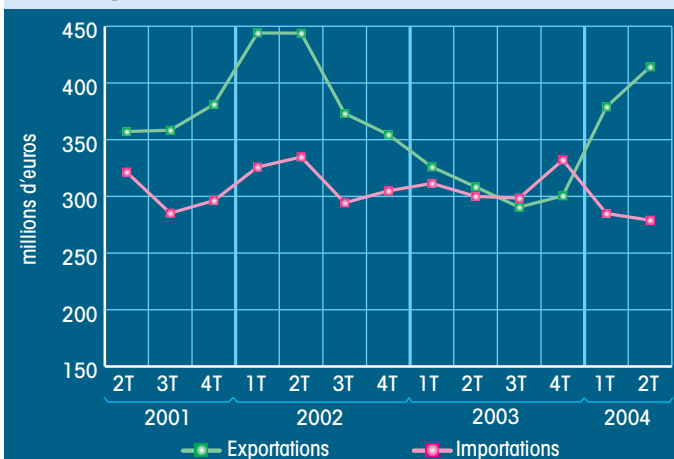
Les données des Services fiscaux relatives à l'**investissement des entreprises** **6** montrent une **amélioration** certaine. Le montant global (75,4 M€) s'inscrit en effet en **progression de 11,4 % en trois mois** et de **26,3 %** par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2003.

La **construction de locaux d'activités** **7** se situe à un **niveau moyen**, ce qui est plutôt un bon résultat au regard des autorisations délivrées au 1<sup>er</sup> trimestre. Avec un total de **52 474 m<sup>2</sup>**, on se situe 34 % au-dessus de l'hiver dernier, mais 27 % de moins qu'entre avril et juin 2003.

En données cumulées **sur douze mois**, le total des superficies mises en chantier s'élève à **191 351 m<sup>2</sup>**, en retrait de 8 % par rapport à la période précédente. La baisse déjà amorcée pour l'agriculture s'amplifie et l'industrie est également moins dotée. En revanche, les surfaces de locaux commerciaux se maintiennent à un niveau élevé et l'on note un accroissement important pour le stockage (logistique), dû pour l'essentiel aux lancements de programme de ce 2<sup>e</sup> trimestre. Pour l'ensemble de la région, les surfaces se sont accrues de 3,6 % en données annuelles. Le volume des autorisations délivrées entre avril et juin apparaît en forte hausse. Celle-ci est cependant imputable pour l'essentiel au secteur de la santé (polyclinique sur le Parc A10, probablement), tandis que l'on enregistre un effritement pour l'industrie et le commerce.

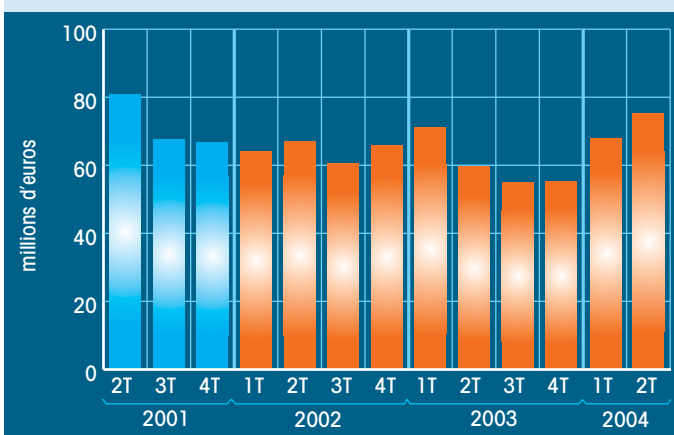
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

## 5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



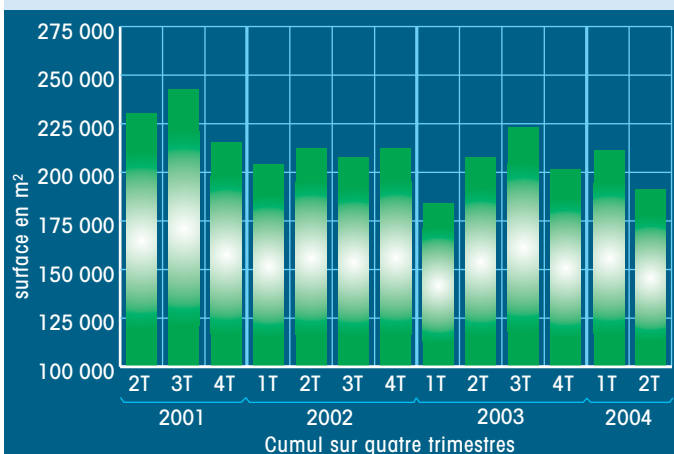
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

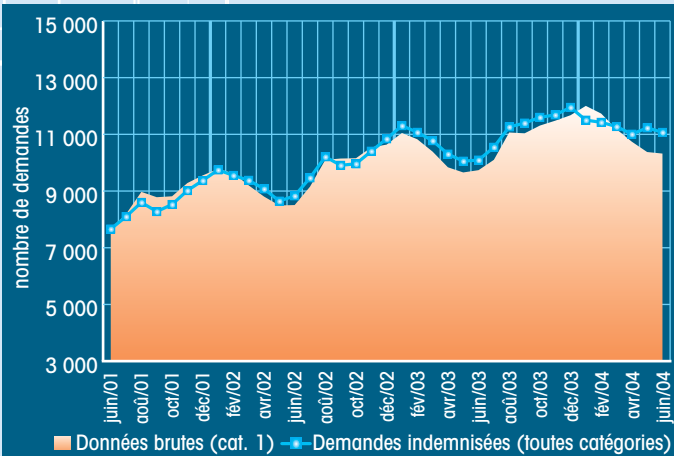
## 7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES\*)



source DRE - fichier Sitadel

\* Cumul glissant sur quatre trimestres.

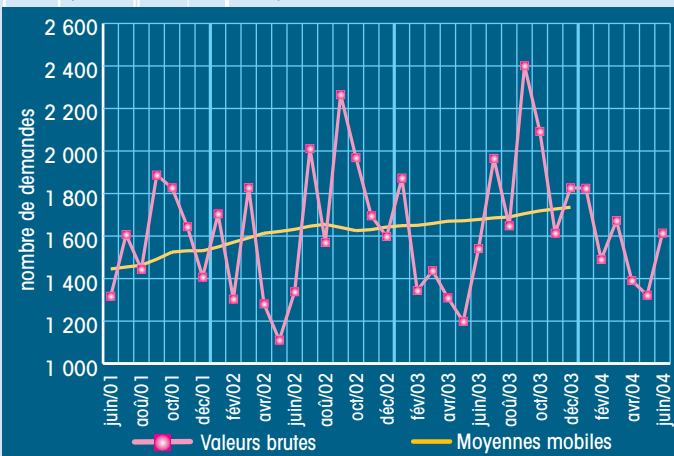
## 1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

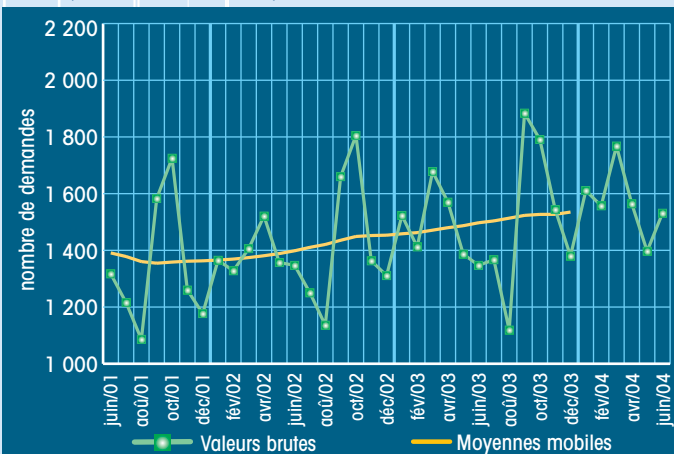
## 2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

## 3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

## LE CHÔMAGE AUGMENTE MOINS VITE, SURTOUT POUR LES HOMMES

Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **10 322 demandeurs d'emploi** en données brutes, soit **6 % de plus** qu'il y a un an; le rythme s'est donc de nouveau ralenti. Il reste néanmoins l'un des plus élevés de la région avec ceux de l'Eure-et-Loir et du Loiret (+ 6,1 %), la moyenne s'établissant à + 4,7 %. Pour la France, l'accroissement est plus mesuré: + 2,1 %. La situation est d'ailleurs toujours préoccupante puisqu'en **données corrigées des variations saisonnières**, le chômage a **augmenté de 1,5 % entre avril et juin** dans notre département. Dans le Centre, seul l'Eure-et-Loir est plus touché et la moyenne régionale est inférieure de moitié (+ 0,8 %); l'évolution nationale est toutefois importante elle aussi avec + 1,3 %.

La situation des trois **bassins d'emploi** du Loir-et-Cher apparaît beaucoup plus contrastée qu'auparavant. En effet, si le chômage continue **de croître assez fortement** dans ceux de **Romorantin (+ 8,2 % en un an)** et de **Blois (+ 7,5 %)**, il est en recul en **Vendômois (- 0,3 %)**.

Le nombre des **chômeurs indemnisés** ①, **11 069** au 30 juin toutes catégories confondues, s'est **accru de 9,7 %** en un an.

Le redémarrage de l'activité industrielle s'est immédiatement traduit par une inversion de la tendance concernant l'évolution du chômage selon le sexe. Sur douze mois, les **demandes masculines s'accroissent en effet moins rapidement que les féminines**, respectivement + 5,4 % et + 6,7 %. Ce phénomène est particulièrement flagrant en Vendômois où le recul enregistré pour les hommes (- 6,5 %) contraste avec la hausse du chômage féminin (+ 5,5 %). À l'opposé, l'évolution est toujours plus défavorable pour les premiers dans le Romorantinais (+ 11,1 %, contre + 4,7 %). Les **moins de 25 ans** sont également les grands bénéficiaires de l'embellie (- 1,1 %) avec toutefois une énorme distorsion entre les sexes (- 12,8 % pour les hommes contre + 11,9 % pour les femmes); le rythme est divisé par deux pour les plus de 50 ans (+ 6,3 %). En revanche, aucune amélioration pour le noyau dur de la population active: + 7,8 % pour les 25-49 ans. De même pour les **chômeurs de longue durée** dont les **effectifs augmentent de 9,4 %**, en particulier pour ceux dont la durée est comprise entre un et deux ans (+ 12,5 %). Parmi les **catégories socioprofessionnelles**, le nombre d'ouvriers qualifiés s'est stabilisé et le reflux s'amplifie pour les ouvriers spécialisés. En revanche, la **situation se dégrade encore pour les cadres et agents de maîtrise**.

Les **inscriptions à l'ANPE** ② (4 327 sur le trimestre) sont **plus fournies** que durant le printemps 2003 (+ 6,9 %), poursuivant ainsi la tendance établie depuis 6 mois. En **cumul annuel**, l'augmentation (+ 5,3 %) demeure supérieure à celle constatée dans le Centre et la France. Les points négatifs ne varient pas: **+ 55 % pour les licenciés**

**ments économiques**, - 11 % pour les fins de missions temporaires. On peut y ajouter **l'afflux des jeunes entrant dans la vie active** (+ 31 %) qui pourrait provenir du fait que leurs canaux habituels (contrats courts, intérim) n'ont pas fonctionné comme auparavant. A contrario, le net gonflement des entrées pour reprise d'activité représente un point positif; il signifie en effet que **la confiance revient**.

Les **flux de sorties** 7 connaissent une évolution similaire aux entrées: 4 492 entre avril et juin, soit **4,4 % de plus** qu'au printemps 2003. Sur **les douze derniers mois**, le total est **supérieur de 6,1 %** à la période précédente, variation là encore plus rapide que dans les territoires de référence. Le **volume des reprises d'emploi continue de croître** (+ 4,6 %), ce qui est un signe encourageant. Elles représentent 27 % du total des sorties.

Le **taux de chômage** 4 du Loir-et-Cher a **augmenté** de 0,1 point au cours du trimestre, pour s'établir à **8,8 %**. Un petit écart se creuse avec la région où il est en recul à 8,6 %. Sur un an, l'augmentation est de 0,3 point pour le département et de 0,2 point pour le Centre. Le taux national ne varie guère à 9,9 %. Les taux des trois zones d'emploi ne sont pas connus pour ce trimestre. Au 31 mars, ils étaient de 7,7 % pour le Vendômois (en baisse), de 8,6 % pour le Blaisois et de **10,1 % pour le Romorantinais**, en hausse assez nette sur un an dans ces deux derniers cas.

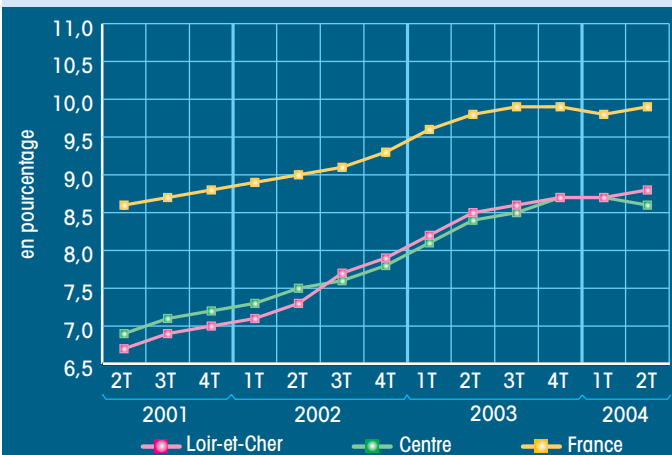
## REPRISE DES RECRUTEMENTS, MAIS SUR DES EMPLOIS PRÉCAIRES SEULEMENT

Les **offres d'emploi** 5 continuent de prendre du volume avec la reprise de l'activité, avec un total de **4 068, en augmentation de 10,3 %** par rapport au printemps 2003, très voisine des rythmes observés dans le Centre et en France. Cependant, cette progression est due pour l'essentiel à **l'envolée des offres de courte durée** (moins de 3 mois), qui sont deux fois plus nombreuses. Celles concernant les contrats de moyenne durée sont également en hausse de 4 %. À l'opposé, les contrats de longue durée sont en net repli (- 7,7 %). **En cumul annuel**, le nombre est très proche de celui de la période précédente (12 278), comme dans le Centre; il s'est un peu étoffé pour l'ensemble du pays. Là encore, la poussée des contrats les plus courts compense les pertes des offres d'emplois permanents.

Les **déclarations préalables à l'embauche** 6, en repli jusqu'à présent, sont également **mieux orientées**, bien que le mouvement soit encore timide. Entre avril et juin, l'URSSAF en a enregistré 12 425 (hors agriculture), **soit 3,7 % de plus** qu'au printemps 2003. À l'exception des services aux entreprises, la plupart des activités sont concernées, la palme revenant au bâtiment (+ 17 %).

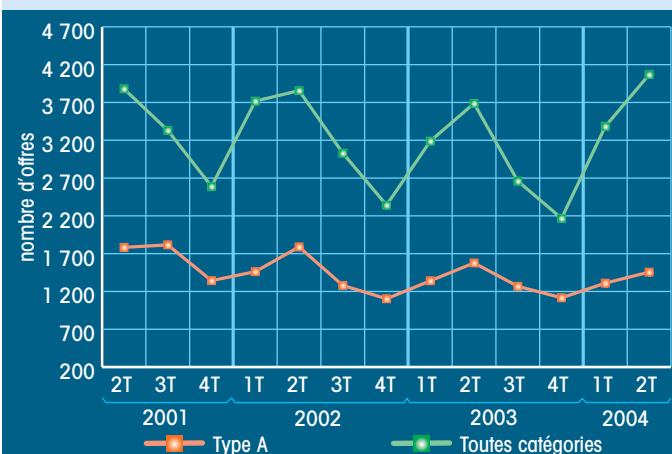
**Sur un an, l'amorce d'un redressement se fait sentir** en conséquence (+ 1,9 %), sauf, là encore, pour les services aux entreprises. L'industrie retrouve presque le même niveau qu'entre juin 2002 et juin 2003.

### 4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

### 5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

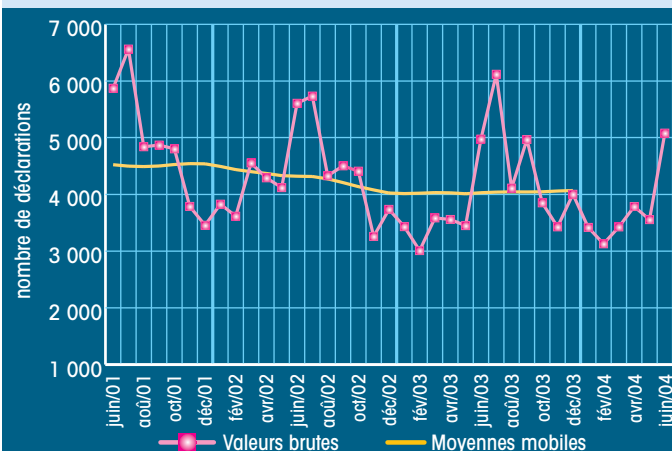
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

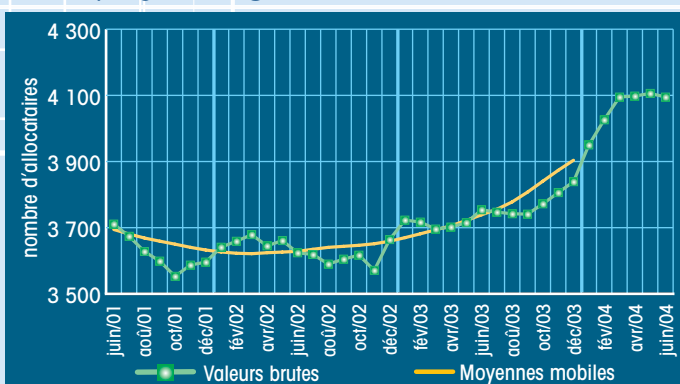
### 6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

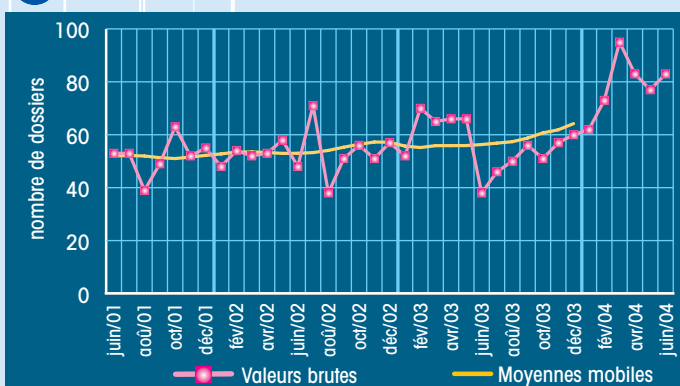
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



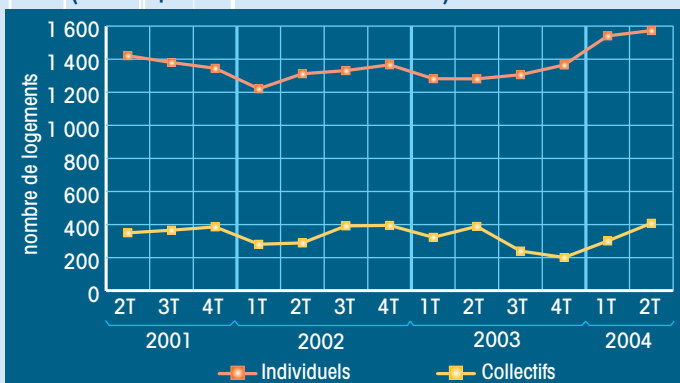
sources CAF et MSA

## 2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

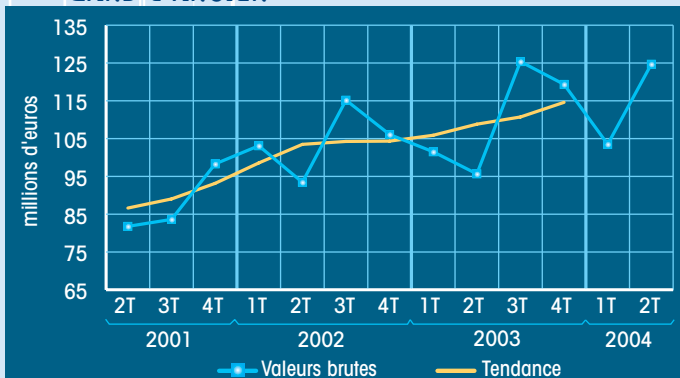
## 3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES\*)



source DRE - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

## 4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## LE NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DU RMI EST RESTÉ STABLE

Après la forte poussée du 1<sup>er</sup> trimestre, le nombre des **bénéficiaires du RMI** ❶ n'a pas bougé (**4 095** au 30 juin, comme au 31 mars). Sur un an, l'augmentation demeure toutefois sensible avec **+ 9,1 %**.

La nouvelle procédure mentionnée dans le précédent numéro de l'*Indicateur 41* continue de peser sur le nombre de dossiers de **surendettement** ❷ déposés auprès de la commission départementale : **243** au cours du trimestre, soit 5,7 % de plus que durant l'hiver et 43 % de plus qu'au printemps 2003. Ce mouvement semble s'essouffler en revanche pour l'ensemble du Centre et la France. En **données cumulées**, la commission a été saisie de **793** nouveaux dossiers ce qui représente un accroissement de 16,5 %, voisin du rythme régional ou national (+ 18,7 %).

## PAS DE RÉPIT DANS LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Véritable bouffée d'oxygène pour l'activité du Loir-et-Cher lors de la période creuse, la **construction de nouveaux logements** ❸ vole de record en record. On compte **579** mises en chantier entre avril et juin, soit 4 de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre et 139 de plus qu'au printemps 2003 (+ 31,6 %). Le très net regain des programmes collectifs (191) est venu s'ajouter à un total toujours bien étoffé de maisons individuelles (388), même s'il se situe un peu en retrait des deux trimestres précédents.

En **cumul annuel**, on atteint un total de **1 981 mises en chantier**, en **hausse de 18,6 %**. Pour l'habitat individuel, l'évolution est plus marquée encore avec + 22,8 %. Il semble, d'après les permis de construire accordés, qu'aucun ralentissement ne soit à craindre dans le proche avenir.

Les transactions dans l'**immobilier ancien** ont repris leur **marche en avant** après la pause hivernale avec un montant de **125 M€**. Les écarts sont impressionnants : + 20,5 % sur le 1<sup>er</sup> trimestre et + 30,3 % par rapport au printemps 2003. Sur douze mois, le cumul atteint 473 M€, en hausse de 13 %. Au-delà des fluctuations du nombre d'opérations, cette évolution s'explique évidemment en partie par l'envolée des prix de l'immobilier au cours des dernières années, elle-même générée par une distorsion croissante entre l'offre et la demande.